

## MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2008 — 1378

[C — 2008/27060]

**17 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon transposant la Directive 2005/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à des services d'information fluviale (SIF) harmonisés sur les voies navigables communautaires**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il s'agit de la transposition d'une directive européenne dont le délai de transposition expirait le 20 octobre 2007;

Considérant que par lettre du 26 novembre 2007 la Commission des Communautés européennes a mis la Belgique en demeure pour non transposition dans les délais impartis de la Directive (référence 2007/1039); il convient donc de transposer de toute urgence ladite Directive afin d'éviter la poursuite d'une procédure d'infraction contre la Belgique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2008;

Vu l'avis n° 44.342/4 du Conseil d'Etat, donné à le 1<sup>er</sup> avril 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la Directive 2005/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à des services d'information fluviale (SIF) harmonisés sur les voies navigables communautaires.

## Champ d'application

**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable à la mise en œuvre et au fonctionnement des services d'information fluviale sur toutes les voies navigables de la Région wallonne de classe IV et supérieure ainsi que dans les ports situés sur ces voies navigables tels que visés par la Décision n° 1346/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 modifiant la Décision n° 1692/96/CE en ce qui concerne les ports maritimes, les ports de navigation intérieure et les terminaux intermodaux ainsi que le projet n° 8 à l'annexe III. Aux fins du présent arrêté, la classification des voies navigables européennes établie par la résolution n° 30 de la CEE-ONU du 12 novembre 1992 est applicable.

## Définitions

**Art. 3.** Aux fins du présent arrêté, on entend par :

a) "services d'information fluviale (SIF)" : les services d'information harmonisés favorisant la gestion du trafic et des transports dans le domaine de la navigation intérieure, y compris, dans tous les cas où cela est techniquement possible, les interfaces avec d'autres modes de transport. Les SIF ne concernent pas les activités commerciales internes entre une ou plusieurs des sociétés concernées, mais leur architecture ouverte autorise des interfaces avec ces activités. Les SIF couvrent des services tels que l'information sur les chenaux, l'information sur le trafic, la gestion du trafic, l'atténuation des catastrophes, l'information sur la gestion des transports, les statistiques et les services douaniers, les redevances de voies navigables et les taxes portuaires;

b) "informations sur les chenaux" : les informations géographiques, hydrologiques et administratives concernant les voies navigables (chenaux). Il s'agit d'informations unidirectionnelles : rive-navire ou rive-bureau;

c) "informations tactiques sur le trafic" : les informations qui ont une incidence immédiate sur les décisions de navigation compte tenu de la situation réelle du trafic et de l'environnement géographique proche;

d) "informations stratégiques sur le trafic" : les informations qui ont une incidence sur les décisions à moyen et long termes des utilisateurs des SIF;

e) "application SIF" : la fourniture de services d'information fluviale à l'aide de systèmes spécialisés;

f) "centre SIF" : le lieu où les services sont gérés par les opérateurs;

g) "utilisateurs des SIF" : tous les groupes d'utilisateurs, en ce compris les capitaines de navire, les opérateurs de SIF, les gestionnaires d'écluse et/ou de pont, les autorités fluviales, les gestionnaires de port et de terminal, les opérateurs des centres de lutte contre les catastrophes, de services d'urgence, les gestionnaires de flotte, les chargeurs et les transitaires;

h) "interopérabilité" : le fait que les services, le contenu des données, les formats et fréquences d'échange des données soient harmonisés de sorte que les utilisateurs des SIF aient accès aux mêmes services et informations au niveau européen;

i) "Etat membre" : un Etat membre de l'Union européenne.

## Autorité compétente

**Art. 4.** Le service de l'administration régionale chargé de la gestion des voies hydrauliques, ci-après dénommé l'autorité compétente, est désigné comme autorité compétente wallonne en matière d'applications SIF et d'échange international de données.

## Mise en place des SIF

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente prend toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les SIF sur les voies navigables visées à l'article 2.

§ 2. L'autorité compétente met au point les SIF de sorte qu'ils soient efficaces, évolutifs et interopérables afin d'interagir avec d'autres applications SIF et, si possible, avec les systèmes d'autres modes de transport. Elle fournit également des interfaces avec les systèmes de gestion des transports et les activités commerciales.

§ 3. L'autorité compétente, conformément aux exigences définies à l'annexe du présent arrêté et aux orientations et spécifications techniques définies par la Commission européenne :

a) fournit aux utilisateurs des SIF toutes les données pertinentes concernant la navigation et les plans de voyage sur les voies navigables. Ces données sont au moins fournies dans un format électronique accessible;

b) veille à ce que les utilisateurs des SIF disposent, en plus des données visées au point a), de cartes électroniques adaptées à la navigation pour toutes ses voies navigables de classe Va et supérieure;

c) habilite l'autorité compétente à recevoir des comptes rendus électroniques des données que doivent fournir les navires. Pour les transports transfrontaliers, ces informations sont transmises aux autorités compétentes voisines concernées avant l'arrivée des navires à la frontière;

d) veille à ce que les avis à la batellerie, en ce compris les informations relatives au niveau d'eau (ou tirant d'eau maximum autorisé) et au gel sur leurs voies navigables, soient fournis sous la forme de messages normalisés, encodés et téléchargeables. Le message normalisé contient au moins les informations nécessaires à une navigation sûre. Les avis à la batellerie sont au moins fournis dans un format électronique accessible.

§ 4. L'autorité compétente établit autant de centres SIF que les besoins régionaux le requièrent.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

---

#### Annexe

##### Exigences minimales concernant les données

En application de l'article 5, § 3, a), il convient de fournir en particulier les données suivantes :

- axe fluvial avec indication kilométrique;
- restrictions concernant les navires ou convois en termes de longueur, largeur, tirant d'eau et tirant d'air;
- horaires des structures limitatives, en particulier des écluses et des ponts;
- emplacement des ports et des sites de transbordement;
- données de référence sur les jauges de niveau d'eau concernant la navigation, sous la forme du tirant d'eau maximal admis.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 transposant la Directive 2005/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à des services d'information fluviale (SIF) harmonisés sur les voies navigables communautaires.

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

---

#### ÜBERSETZUNG

##### WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2008 — 1378

[C — 2008/27060]

**17. APRIL 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Umsetzung der Richtlinie 2005/44/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über harmonisierte Binnenschifffahrtsinformationssysteme (RIS) auf den Binnenwasserstraßen der Gemeinschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 1, Absatz 1 des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch den Umstand begründet ist, dass es sich um die Umsetzung einer europäischen Richtlinie handelt, deren Umsetzungsfrist seit dem 20. Oktober 2007 abgelaufen ist;

In der Erwägung, dass die Kommission der Europäischen Gemeinschaften Belgien per Schreiben vom 26. November 2007 wegen Nichtumsetzung der Richtlinie innerhalb der festgelegten Frist in Verzug gesetzt hat (Referenz 2007/1039); demnach besteht der Anlass, besagte Richtlinie dringlich umzusetzen, um die Fortsetzung eines Vertragsverletzungsverfahrens gegen Belgien zu vermeiden;

Aufgrund des am 4. März 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. März 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 1. April 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1 Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 44.342/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2005/44/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über harmonisierte Binnenschifffahrtsinformationssysteme (RIS) auf den Binnenwasserstraßen der Gemeinschaft umgesetzt.

## Anwendungsbereich

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass gilt für die Einrichtung und den Betrieb von Binnenschiffahrtsinformationssystemen auf allen Binnenwasserstraßen der Wallonischen Region der Klasse IV und darüber, einschließlich der in der Entscheidung Nr. 1346/2001/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2001 zur Änderung der Entscheidung Nr. 1692/96/EG hinsichtlich Seehäfen, Binnenhäfen und intermodaler Terminals sowie des Vorhabens Nummer 8 in der Anlage III genannten Häfen an solchen Wasserstraßen. Für den vorliegenden Erlass gilt die in der Entscheidung Nr. 30 der UNECE vom 12. November 1992 festgelegte Klassifizierung der europäischen Binnenwasserstraßen.

## Definitionen

**Art. 3** - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

a) "Binnenschiffahrtsinformationssysteme (River Information Services — RIS)": die harmonisierten Informationssysteme zur Unterstützung des Verkehrs- und Transportmanagements in der Binnenschiffahrt einschließlich — sofern technisch durchführbar — der Schnittstellen mit anderen Verkehrsträgern. RIS betreffen nicht die internen kommerziellen Tätigkeiten zwischen beteiligten Unternehmen, sind jedoch offen für die Verknüpfung mit geschäftlichen Aktivitäten. RIS umfassen Dienste wie Fahrwasser- und Verkehrsinformationen, Verkehrsmanagement, Unterstützung der Unfallbekämpfung, Informationen für das Transportmanagement, Statistik und Zolldienste sowie Wasserstraßenabgaben und Hafengebühren.

b) "Fahrwasserinformation": geographische, hydrologische und administrative Angaben über die Wasserstraße (das Fahrwasser). Die Fahrwasserinformation ist eine unidirektionale Information: Land-Schiff oder Land-Büro (des Nutzers).

c) "Taktische Verkehrsinformation": die Information, die die unmittelbaren Navigationsentscheidungen in der tatsächlichen Verkehrssituation und der näheren geographischen Umgebung beeinflusst;

d) "Strategische Verkehrsinformation": die Information, die die mittel- und langfristigen Entscheidungen der RIS-Benutzer beeinflusst;

e) "RIS-Anwendung": die Bereitstellung von Binnenschiffahrtsinformationssystemen über spezialisierte Systeme;

f) "RIS-Zentrum": der Ort, an dem die RIS-Dienste durch das Betriebspersonal verwaltet werden;

g) "RIS-Benutzer": alle Nutzergruppen wie Schiffsführer, RIS-Betriebspersonal, Betreiber von Schleusen und/oder Brücken, Wasserstraßenverwaltungen, Hafen- und Terminalbetreiber, Personal in den Unfallbekämpfungszentren der Rettungsdienste, Flottenmanager, Verlader und Frachtmakler;

h) "Interoperabilität": die Tatsache, dass Dienste, Dateninhalte, Datenaustauschformate und Frequenzen so harmonisiert sind, dass RIS-Benutzer europaweit Zugang zu den gleichen Diensten und Informationen haben;

i) "Mitgliedstaat": ein Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft.

## Zuständige Behörde

**Art. 4** - Die mit der Bewirtschaftung der Wasserstraßen beauftragte Dienststelle der regionalen Verwaltung, nachstehend die zuständige Behörde genannt, wird als wallonische Behörde bezeichnet, die für die RIS-Anwendungen und für den internationalen Datenaustausch zuständig ist.

## Einrichtung von RIS

**Art. 5** - § 1. Die zuständige Behörde ergreift alle erforderlichen Maßnahmen für die Einführung von RIS auf den in Artikel 2 erwähnten Wasserstraßen.

§ 2. Die zuständige Behörde entwickelt die RIS so, dass sie effizient und erweiterbar sind und mit anderen RIS-Anwendungen und möglichst auch mit Systemen anderer Verkehrsträger in Wechselwirkung eintreten können. Sie müssen darüber hinaus Schnittstellen mit Verkehrsmanagementsystemen und kommerziellen Tätigkeiten bieten.

§ 3. Gemäß den in der Anlage des vorliegenden Erlasses festgelegten Anforderungen und den von der Europäischen Kommission bestimmten technischen Orientierungen und Spezifikationen wird die zuständige Behörde:

a) den RIS-Benutzern alle relevanten Daten für die Navigation und Reiseplanung auf den Binnenwasserstraßen übermitteln. Diese Daten müssen zumindest in einem elektronischen Format zugänglich sein;

b) gewährleisten, dass auf allen ihren Binnenwasserstraßen der Klasse Va und darüber den RIS-Benutzern über die unter Buchstabe a) genannten Daten hinaus navigationstaugliche elektronische Schifffahrtskarten zur Verfügung stehen;

c) die zuständige Behörde in die Lage versetzen, elektronische Meldungen der erforderlichen Daten von Schiffen zu empfangen. Im Falle grenzüberschreitender Transporte ist diese Information den betroffenen zuständigen Nachbarbehörden zu übermitteln, bevor die Fahrzeuge die Grenze erreichen;

d) sicherstellen, dass Nachrichten für die Binnenschiffahrt, einschließlich Wasserstandsberichten (beziehungsweise Berichten über den maximal zulässigen Tiefgang) und Eisberichten für ihre Binnenwasserstraßen, in standardisierter, codierter und abrufbarer Form bereitgestellt werden. Die standardisierte Nachricht muss mindestens die für die sichere Schiffsführung erforderlichen Informationen enthalten. Die Nachrichten für die Binnenschiffahrt müssen zumindest in einem elektronischen Format zugänglich sein.

§ 4. Die zuständige Behörde richtet so viele RIS-Zentren ein, wie es die regionalen Bedürfnisse erfordern.

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 17. April 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

## Anlage

**Mindestanforderungen betreffend die Daten**

In Anwendung des Artikels 5, § 3, a) sind insbesondere folgende Daten verfügbar zu machen:

- Wasserstraßenachse mit Kilometerangabe;
- Beschränkungen für Fahrzeuge und Verbände in Bezug auf Länge, Breite, Tiefgang und Brückendurchfahrthöhe;
- Betriebszeiten einschränkender Infrastrukturen, insbesondere Schleusen und Brücken;
- Lage von Häfen und Umschlagstellen;
- Referenzdaten für die für die Schifffahrt relevanten Wasserstandspegel in der Form des maximal zulässigen Tiefgangs.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Umsetzung der Richtlinie 2005/44/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über harmonisierte Binnenschiffahrtsinformationsdienste (RIS) auf den Binnenwasserstraßen der Gemeinschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. April 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

## VERTALING

**WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER**

N. 2008 — 1378

[C — 2008/27060]

**17 APRIL 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot omzetting van Richtlijn 2005/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende geharmoniseerde « River Information Services (RIS) » op de binnenwateren in de Gemeenschap**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 1, lid 1, van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het gaat om de omzetting van een Europese richtlijn waarvan de termijn verstreken is op 20 oktober 2007;

Overwegende dat de Commissie van de Europese Gemeenschappen in een schrijven van 26 november 2007 België in gebreke gesteld heeft wegens niet omzetting van de Richtlijn binnen de voorgeschreven termijnen (referte 2007/1039); dat bedoelde Richtlijn dus hoogstdringend omgezet dient te worden om te voorkomen dat een overtredingsprocedure tegen België verdergezet wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2008;

Gelet op advies nr. 44.342/4 van de Raad van State, gegeven op 1 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit zet Richtlijn 2005/44/CE/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende geharmoniseerde « River Information Services (RIS) » op de binnenwateren in de Gemeenschap om.

## Toepassingsgebied

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de uitvoering en de werking van de « River Information Services » op alle binnenwateren van het Waalse Gewest van klasse IV en hoger, evenals in de havens gelegen op die binnenwateren zoals bedoeld bij Beschikking nr. 1346/2001/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 mei 2001 tot wijziging van Beschikking nr. 1692/96/EG ten aanzien van zeehavens, binnenhavens en intermodale terminals alsmede ten aanzien van project nr. 8 in bijlage III. Voor de toepassing van dit besluit geldt de classificatie van de Europese binnenwateren, bepaald bij resolutie nr. 30 van de EEG-VN van 12 november 1992.

## Definities

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

a) "River Information Services" de geharmoniseerde informatiediensten ter ondersteuning van het verkeers- en vervoersmanagement voor de binnenvaart, inclusief technisch haalbare koppelingen met andere vervoerswijzen. RIS hebben geen betrekking op interne commerciële activiteiten tussen een of meer betrokken bedrijven, maar kunnen wel aan commerciële activiteiten worden gekoppeld. RIS omvat diensten als vaarweginformatie, verkeersinformatie, verkeersbeheer, ondersteuning van calamiteitenbestrijding, informatie voor vervoersmanagement, statistieken en douanediens- ten en waterwegheffingen en havengelden;

b) "vaarweginformatie" : geografische, hydrologische en administratieve informatie over de waterweg (vaarweg). Vaarweginformatie is informatie in één richting : van de wal naar het schip of van de wal naar kantoor;

- c) "tactische verkeersinformatie": informatie waarop onmiddellijke navigatiebeslissingen in de actuele verkeerssituatie en de nabije geografische omgeving zijn gebaseerd;
- d) "strategische verkeersinformatie": informatie waarop de RIS-gebruikers hun middellange- en langetermijnbeslissingen baseren;
- e) "RIS"-toepassing: het verlenen van « River Information Services » via specifieke systemen;
- f) "RIS-centrum": de plaats waar de diensten worden beheerd door de operatoren;
- g) "RIS"-gebruikers: alle verschillende gebruikersgroepen, waaronder schippers, RIS-operatoren, sluis- en/of brugwachters, waterwegautoriteiten, haven- en terminalexploitanten, operatoren van calamiteitencentra van nooddiensten, vlootbeheerders, verladers en tussenpersonen op het gebied van vervoer;
- h) "interoperabiliteit": zodanige harmonisatie van diensten, inhoud van gegevens, formaten voor gegevensuitwisseling en frequenties, zodat RIS-gebruikers in heel Europa toegang kunnen krijgen tot dezelfde diensten en informatie;
- i) "Lid-Staat": een lidstaat van de Europese Unie.

Bevoegde overheid

**Art. 4.** De dienst van het gewestelijke bestuur die belast is met waterwegenbeheer, hierna de bevoegde overheid genoemd, wordt aangewezen als de Waalse bevoegde overheid voor de RIS-toepassingen en de internationale gegevensuitwisseling.

Invoering van RIS

**Art. 5.** § 1. De bevoegde overheid treft alle noodzakelijke maatregelen om RIS in te voeren op de binnenwateren bedoeld in artikel 2.

§ 2. De bevoegde overheid stelt de RIS af om ze doeltreffend, evolutief en onderling werkzaam te maken en aldus een interactie tot stand te brengen met andere RIS-toepassingen en indien mogelijk met de systemen van andere vervoerswijzen. Ze verstrekt eveneens de interfaces met de vervoerbeheerssystemen en de handelsactiviteiten.

§ 3. Overeenkomstig de vereisten bepaald in bijlage bij dit besluit en overeenkomstig de technische oriëntaties en specificaties die de Europese Commissie bepaald heeft wordt door de bevoegde overheid:

- a) de RIS-gebruikers alle relevante gegevens verstrekt in verband met de scheepvaart en de reisschema's op de binnenwateren. Die gegevens worden minstens verstrekt op een toegankelijke elektronische drager;
- b) erover gewaakt dat de RIS-gebruikers naast de gegevens van punt a) beschikken over elektronische kaarten die aangepast zijn aan de scheepvaart voor alle binnenwateren van klasse Va en hoger;
- c) ertoe gemachtigd de elektronische verslagen te ontvangen van de gegevens die de schepen moeten verstrekken. Voor grensoverschrijdend vervoer wordt die informatie overgemaakt aan de naburige bevoegde overheden voordat de schepen de grens bereiken;

d) erover gewaakt dat de berichten aan de binnenvaart, inclusief de informatie over de waterstand (of over de maximum toegelaten vaardiepte) en over de vorst op hun binnenwateren verstrekt worden in de vorm van genormaliseerde, elektronisch ingevoerde en downloadbare berichten. Het genormaliseerde bericht bevat minstens de noodzakelijke informatie voor een veilige scheepvaart. De berichten aan de binnenvaart worden minstens verstrekt op een toegankelijke elektronische drager.

§ 4. De bevoegde overheid richt zoveel RIS-centra op als vereist wordt door de regionale behoeften.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 17 april 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustung,  
M. DAERDEN

Bijlage

#### Minimumvereisten voor de gegevens

Zoals aangegeven in artikel 5, § 3, a), worden met name de volgende gegevens verstrekt:

- as van de waterweg, met kilometeraanduiding;
- beperkingen met betrekking tot de lengte, breedte, diepgang en hoogte boven de waterlijn van schepen en konvoien;
- bedieningstijd van sluisen, bruggen en andere structuren die de binnenvaart belemmeren;
- plaats van havens en overslaginstallaties;
- referentiegegevens voor waterstanden met betrekking tot de binnenvaart.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 17 april 2008 van de Waalse Regering tot omzetting van Richtlijn 2005/44/CE/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende geharmoniseerde « River Information Services (RIS) » op de binnenwateren in de Gemeenschap.

Namen, 17 april 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustung,  
M. DAERDEN